

LETTRE HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA FEDOM

N°672 – Lundi 11 mai 2026



L'ÉDITO

La Fedom va présenter, lors de l'assemblée générale du 15 juin, les actes du colloque organisé au CESE le 17 décembre, « Régulation dans les Outre-Mer : solution à la vie chère ou facteur d'aggravation ». Cette publication vient à point au moment où la ministre des Outre-Mer relance le débat sur le projet de loi de lutte contre la vie chère. La vie chère Outre-Mer est indiscutablement un problème. Une loi supplémentaire sur le sujet sera un pari d'efficacité bien incertaine. C'est aussi une boîte de Pandore, qui jamais n'offre la solution à des maux sans cesse renouvelés. L'enjeu n'est pas d'ajouter de nouvelles contraintes, d'imaginer des solutions aux bases juridiques incertaines et aux effets encore plus hypothétiques, mais de réorienter les régulations au service de la croissance. La « vie chère » n'est pas un simple problème de prix, elle résulte d'un déséquilibre entre prix et revenus de l'emploi, dans un contexte de contraintes structurelles fortes, insularité, éloignement, étroitesse des marchés, dépendance aux importations. Les défaillances de marché - à corriger par la régulation - ne sont pas la cause principale de la vie chère. Au demeurant, les règles ajoutées ont rarement ou jamais été évaluées. La comparaison avec d'autres économies insulaires permet d'observer des politiques économiques plus favorables à la croissance, en termes de fiscalité, d'infrastructures, de conditions favorables à l'investissement et au financement des entreprises.

C'est avec un regard optimiste que l'Institut Choiseul, avec l'engagement de la BRED, nous a conviés à une rencontre, la semaine dernière, sur « le futur économique des Outre-Mer : leviers de croissance, souveraineté et attractivité ». La ministre comme l'ensemble des intervenants ont exprimé un message positif. C'est la bonne direction.

Hervé Mariton

Président de la FEDOM



DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

Naïma Moutchou s'exprime sur différents sujets d'actualité

Les prix du carburant continuent de grimper. Les territoires ultramarins, aussi touchés par cette inflation pourraient bénéficier "de mesures renforcées et spécifiques" selon la ministre des Outre-mer, Naïma Moutchou. S'agissant de la Nouvelle-Calédonie, des discussions "se poursuivent" selon la ministre. Sur Mayotte, où la question de l'immigration illégale est centrale, elle estime qu'il faut "un durcissement de l'accès à la nationalité".

[Voir l'entretien](#)

Agriculture et pêche : le Gouvernement actualise le code rural et de la pêche maritime applicable dans les Outre-mer

Le Conseil des ministres, qui s'est tenu le mercredi 6 mai, a adopté un projet de loi ratifiant une ordonnance qui visait à moderniser les dispositions du code rural et de la pêche maritime dans les territoires ultramarins. Les échanges ont été particulièrement riches en Conseil des ministres, le 6 mai dernier. En effet, plusieurs projets de loi ont été examinés, notamment un texte, qui concerne l'actualisation du livre VIII du code rural et de la pêche maritime applicable en Outre-mer.

[En savoir plus](#)

10 mai : 180 ans après l'abolition de l'esclavage en France, « les inégalités et le racisme n'ont pas disparu dans notre pays », estime Sébastien Lecornu

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, le président du Sénat, Gérard Larcher, le président de la Fondation pour la Mémoire de l'Esclavage, Jean-Marc Ayrault, la ministre des Outre-mer Naïma Moutchou et 400 personnes ont célébré, ce dimanche au Sénat, la Journée nationale des mémoires de la traite de l'esclavage et des leurs abolitions, issue de la loi Taubira, loi qui fête ses 25 ans cette année.

[En savoir plus](#)

Provinciales en Nouvelle-Calédonie : Sébastien Lecornu annonce un corps électoral élargi aux natifs et à leurs conjoints

Le Premier ministre Sébastien Lecornu a officiellement annoncé, le 7 mai, lors d'une réunion en visioconférence avec l'ensemble des partenaires politiques, que les prochaines élections provinciales auront lieu le 28 juin, avec un corps électoral élargi aux natifs et à leurs conjoints.

[En savoir plus](#)

Voir également : [Nouvelle-Calédonie La 1ère \(07/05/2026\) - "Ouverture du corps électoral largement insuffisante" pour les Loyalistes, "passage en force de l'État" pour le FLNKS : les annonces autour des provinciales loin de faire l'unanimité](#) ; [Nouvelle-Calédonie : Dans une allocution, Sébastien Lecornu annonce des « consultations de projet » après les provinciales | Outremers360](#)

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

« Madame la ministre, où sont ces crédits ? » À l'Assemblée, Mereana Reid Arbelot, députée de Polynésie française demande le versement des aides promises

La députée Mereana Reid Arbelot a interpellé la ministre des Outre-mer lors d'une séance de questions au Gouvernement (QAG) sur les fonds promis pour renforcer la lutte contre l'ice et étoffer les effectifs du Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (Civen). « L'engagement de l'État sera tenu »,

assure Naïma Moutchou.

[En savoir plus](#)

« 5 000 logements sociaux ne verront pas le jour » : un député guadeloupéen interpelle la ministre des Outre-mer sur la baisse des budgets

Lors des questions au Gouvernement le 6 mai à l'Assemblée nationale, le député guadeloupéen Olivier Serva a interpellé la ministre des Outre-mer sur les 109 millions d'euros pour la construction de logements sociaux « soustraits aux Outre-mer ». Naïma Moutchou a assuré que l'État travaillait à lever un « certain nombre de blocages ».

[En savoir plus](#)

Vie chère en Outre-mer : où en est le Parlement ?

La commission d'enquête du Sénat sur la grande distribution a rouvert, mi-avril, le dossier de la vie chère en Outre-mer. Ses conclusions pointent des facteurs structurels propres à ces territoires, un diagnostic déjà posé en février par l'Autorité de la concurrence. Ces constats peinent pourtant à recevoir une traduction législative. Annoncé comme « *prioritaire* », le projet de loi sur la vie chère, dont le contenu reste contesté, ne sera examiné par l'Assemblée nationale qu'à l'été, après deux reports.

[En savoir plus](#)

Sénat - Les Outre-mer au cœur du changement climatique

Face aux défis croissants du changement climatique, les Outre-mer étaient au cœur des échanges au Sénat lors de l'audition de Naïma Moutchou par la mission d'information sur la diplomatie climatique, menée par Rachid Temal et Teva Rohfritsch.

[Voir l'audition](#) et retrouver la [Mission d'information "La diplomatie climatique française à l'épreuve d'un monde en tension"](#).

Les députés indépendants de Liot vont demander l'abrogation du "Code noir", proposée par le Guadeloupéen Max Mathiasin

Le groupe des députés Liot (Libertés, indépendants, Outre-mer et territoires) va proposer, lors de la journée réservée à ses textes le 28 mai prochain, l'abrogation du "Code noir", qui a réglementé l'esclavage mais n'a jamais été abrogé de manière formelle.

[En savoir plus](#)

Loi de programmation militaire : "vous ne ferez jamais la course aux kwassa-kwassa avec un patrouilleur outre-mer", la plupart des amendements des députées de Mayotte rejetés

Avant le vote solennel de la loi de programmation militaire, ce mardi 12 mai, les députées de Mayotte, Estelle Youssouffa et Anchya Bamana, ont tenté de faire passer plusieurs amendements pour augmenter la présence de patrouilleurs au large de Mayotte ou créer une nouvelle base navale pour lutter contre l'immigration clandestine. Sans succès, ni le gouvernement ni le reste de l'Assemblée nationale n'ont été convaincus.

[En savoir plus](#)

Georges Naturel demande à l'État que les aides sur le gazole soient étendues à la Nouvelle-Calédonie

Le gazole a augmenté de 44 % en deux mois à cause de la guerre au Moyen-Orient. Le sénateur Georges Naturel a demandé par courrier au Premier ministre Sébastien Lecornu que les aides annoncées pour les professionnels au niveau national afin de supporter la hausse du prix de l'essence soient étendues à la

Nouvelle-Calédonie.

[En savoir plus](#) et [voir le courrier](#)

Philippe Gosselin, député LR : "Grâce à Christiane Taubira, j'ai compris que l'esclavage façonne encore aujourd'hui les esprits"

Philippe Gosselin, le député de la Manche regrette que la droite n'ait plus "une vision de ce que veut le pays pour ses compatriotes d'Outre-mer".

[En savoir plus](#)

VIE DES TERRITOIRES

Festival Outre-mer en Bourgogne : une 17ème édition qui continue à tisser des liens précieux entre mémoire, création et partage

Organisé par les associations bourguignonnes ultramarines dans le cadre du mois de mai consacré aux mémoires des abolitions de l'esclavage, le Festival Outre-mer en Bourgogne (OMB) revient pour une 17ème édition du 4 au 13 mai 2026 avec des étapes du circuit mémoriel et des animations déployées dans plusieurs communes de la Saône-et-Loire. Cet événement labellisé par la Fondation pour la Mémoire de l'Esclavage invite à se rassembler autour d'une culture de la mémoire vivante à travers des rencontres artistiques et festives afin de s'approprier cette histoire, de la comprendre et de la partager.

[En savoir plus](#)

Agriculture : le président de la FNSEA plaide pour une meilleure protection des filières locales

En déplacement en Martinique et en Guadeloupe, le président de la FNSEA échange avec les acteurs du secteur et met en garde contre une agriculture fragilisée, entre baisse des revenus, concurrence extérieure et menace sur la production locale.

[En savoir plus](#)

Hausse du prix des billets d'avion en Outre-mer : les professionnels du secteur aérien se veulent rassurants malgré la crise

Plusieurs membres du Gouvernement ont reçu, mercredi 6 mai, des acteurs du secteur aérien. À l'ordre du jour : la hausse du prix du kérosène et la continuité des vols pour les compagnies. Tous les acteurs présents ont assuré que tout serait mis en œuvre pour limiter une hausse du prix des billets d'avion, y compris dans les Outre-mer.

[En savoir plus](#)

Ports, climat, énergie : les Outre-mer face à une nouvelle équation stratégique

Ports, énergie, logistique, infrastructures côtières : les territoires ultramarins concentrent aujourd'hui plusieurs enjeux majeurs de résilience et d'aménagement. Dans une note publiée en avril 2026, la Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques (FMES) met en lumière les fragilités structurelles des Outre-mer français, entre dépendance aux importations, exposition climatique et pression sur les équipements critiques.

[En savoir plus](#)

Voir également : [« Outre-mer : ces territoires qui font de la France une puissance maritime mondiale »](#)

Les marques cosmétiques ultramarines séduisent à la Foire de Paris

Jusqu'au 11 mai, la Foire de Paris met à l'honneur de nombreuses marques de cosmétiques venues des Outre-mer. Produits naturels, fabrication locale et beauté responsable : les exposants misent sur des gammes variées pour séduire de nouveaux clients.

[En savoir plus](#)

Comprendre les Outre-mer dans leur diversité

L'Atlas d'Outre-mer, co-dirigé par J.-C. Gay et F. Constant, apporte un nouveau regard sur ces espaces mal connus, en interrogeant leur diversité, et leur place au sein de la dynamique mondiale.

[En savoir plus](#)

Guadeloupe – Tensions en hausse dans le marché du travail du BTP, de l'industrie et de la santé

Alors que les tensions sur le marché du travail reculent au niveau national, elles ont augmenté en Guadeloupe en 2024, selon une étude de la DEETS (Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) publiée ce mercredi 6 mai 2026.

[En savoir plus](#)

Guadeloupe - Guy Losbar convoque un Congrès pour sortir de la crise de l'eau en Guadeloupe

Face aux coupures d'eau persistantes et à la situation financière du SMGEAG, le président du Conseil départemental Guy Losbar a annoncé la tenue d'un Congrès exceptionnel consacré à l'eau au mois de juin.

[En savoir plus](#)

Guyane - Pêche illégale en Guyane : 25 tonnes de vivaneau saisies, une pression croissante sur la ressource

Au large de Kourou, la Marine nationale a intercepté trois navires clandestins venus du Venezuela avec plus de 25 tonnes de vivaneau à bord. Une opération marquante qui met en lumière un phénomène en hausse : la pêche illégale loin des côtes, dans la Zone Economique Exclusive (ZEE) de la Guyane.

[En savoir plus](#)

Guyane - Naiké Bouchaut, expert-comptable, commissaire aux comptes et présidente de l'ordre des experts comptables et Grégory Routard, Directeur régional des finances publiques misent sur une coopération gagnante au service de l'économie du territoire

Dans un territoire marqué par un tissu entrepreneurial encore fragile, une forte dépendance à la commande publique et des spécificités fiscales uniques, la DRFIP de Guyane et l'Ordre régional des experts-comptables ont choisi de conjuguer leurs expertises. Leur ambition : accompagner les entreprises, anticiper les difficultés et bâtir des solutions adaptées aux réalités locales

[En savoir plus](#)

Martinique - Perspectives 2026 : France Travail dresse l'état des lieux des besoins en main-d'œuvre en Martinique

Malgré un léger repli, les intentions d'embauche sur l'île restent de 34 % supérieures à leur niveau de 2019. Si le secteur des services domine, les difficultés de recrutement poussent France Travail à intensifier la formation et l'immersion professionnelle.

[En savoir plus](#)

Martinique : Une étape clé dans la coordination inter-régionale de la concurrence pour protéger le pouvoir d'achat

Le préfet de la Martinique, Etienne Desplanques, a ouvert mardi 5 mai 2026 la Conférence inter-régionale de la concurrence (CIC), organisée en Martinique et réunissant les services de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane.

[En savoir plus](#)

Martinique : un nouvel appel à projets collaboratifs lancé dans le cadre de France 2030 régionalisé

Un nouvel appel à projets intitulé « Projets collaboratifs - i-Démo régionalisé » est ouvert en Martinique jusqu'au 1er juin 2026, dans le cadre du dispositif France 2030 régionalisé. Cette initiative vise à soutenir des projets de recherche et développement menés en consortium. Les dispositifs ambitionnent de soutenir l'innovation et le développement des entreprises, de renforcer leur compétitivité, d'accélérer le développement des filières stratégiques du territoire et de favoriser l'ingénierie de formation.

[En savoir plus](#)

Mayotte - Une filière pêche en quête de structuration

Le secteur de la pêche à Mayotte traverse une période charnière, marquée par la volonté des professionnels de structurer leur filière face à des blocages administratifs persistants. Réunis à la CCI avec le Secrétariat général pour les affaires régionales de Mayotte, les représentants du Syndicat maritime des pêcheurs professionnels mahorais (SMPPM) et de la CAPAM ont dressé un état des lieux des enjeux actuels.

[En savoir plus](#)

Mayotte - Futur aéroport : après la signature de la charte d'engagement du comité de suivi des mesures agricoles, les agriculteurs s'inquiètent

Dans le cadre du projet de nouvel aéroport de Mayotte, le préfet a signé une charte visant à encadrer la gestion des terrains agricoles concernés par les travaux. Pour les propriétaires et les exploitants des terrains, la suite du processus reste flou et suscite des inquiétudes.

[En savoir plus](#)

Mayotte - Durcissement du droit du sol : "c'est une victoire, même si ce n'est pas encore suffisant"

L'entrée en vigueur du durcissement de l'acquisition de la nationalité française pour les enfants nés à Mayotte de parents étrangers divise. D'un côté, le collectif des citoyens 2018 et les élus s'en félicitent, mais estiment la mesure insuffisante, de l'autre, les étrangers s'inquiètent de ce changement des règles

[En savoir plus](#)

Nouvelle-Calédonie - "On est au bord de l'effondrement", selon Xavier Benoist, président de la Fédération des entreprises et industries de Nouvelle-Calédonie

Le président de la Fédération des entreprises et des industries défend cinq mesures d'urgence pour "sauver ce qui est encore sauvable". Depuis les émeutes de 2024, la consommation est en recul et l'économie calédonienne reste au point mort malgré l'annonce du plan de relance de l'État.

[En savoir plus](#)

Nouvelle-Calédonie - La présence d'une délégation du FLNKS à un forum économique au Vanuatu provoque la polémique

L'invitation d'une délégation du FLNKS, conduite par Christian Tein, à un forum organisé à Port-Vila pour renforcer la coopération économique avec la Nouvelle-Calédonie a suscité l'indignation d'une partie de la classe politique et de l'opinion publique. "Un manque de respect", selon Christopher Gygès, en charge du commerce extérieur, qui annonce suspendre tous les travaux relatifs à l'accord de coopération commerciale entre les deux territoires.

[En savoir plus](#)

Voir également : [Le dossier néo-calédonien parasite les discussions franco-vanuataises sur leurs frontières maritimes](#) ; [Incident diplomatique avec le Vanuatu ? Aucune invitation officielle n'a été adressée au gouvernement calédonien](#) ; [Nouvelle-Calédonie : faut-il ou non un consensus ?](#) ; [Nouvelle-Calédonie : le président du FLNKS soutient la revendication du Vanuatu sur les îles Matthew et Hunter](#)

Nouvelle Calédonie - La BNC et Elio NC s'associent

La Banque de Nouvelle-Calédonie (BNC) a annoncé un partenariat avec Elio NC afin d'accompagner les entreprises, collectivités et institutions du territoire dans leurs démarches de transition énergétique. Objectif : faciliter l'accès à des solutions concrètes, en combinant l'expertise technique du bureau d'études et de conseil Elio NC avec des financements adaptés, à savoir des taux préférentiels « verts », proposés par la banque.

[En savoir plus](#)

La Réunion - La Région annonce des mesures exceptionnelles pour le réseau Car Jaune pour faire face à la hausse des prix du carburant

Lors d'une conférence de presse le 4 mai dernier, la présidente de la Région Réunion, Huguette Bello, a présenté un ensemble de mesures destinées à soutenir les usagers du réseau de transport interurbain Car Jaune, dans un contexte de hausse des prix des carburants.

[En savoir plus](#)

La Réunion - Baisse des contrats PEC : les élus appellent à la mobilisation contre la décision de l'Etat "déconnectée des réalités de La Réunion"

Le couperet est tombé le 5 mai à la préfecture. La baisse drastique des contrats Parcours emploi compétences (PEC) pour 2026, à hauteur de 4 000 contre 10 000 en 2025 a été annoncée aux maires par le préfet. Sans surprise, la levée de bouclier des élus, de tous bords politiques confondus, a été immédiate. Les maires appellent à une mobilisation massive contre la décision de l'Etat jugée "injuste et déconnectée des réalités de La Réunion"

[En savoir plus](#)

Voir également : [L'État décide de diminuer les PEC, le Département engage 12 millions d'euros pour maintenir 1.700 contrats](#) ; [Contrats PEC : face à la colère des élus locaux, le préfet jure que l'État maintient son engagement pour les collectivités](#) ; ["Si les choses devaient rester en l'état, la rentrée ne pourra pas avoir lieu". Le maire de Saint-Benoît réagit à la baisse du nombre de contrats PEC et dénonce un "flou" qui menace le service public.](#)

Polynésie Française - Une prime vie chère pour « octroyer plus à ceux qui en ont le plus besoin » déclare le président de la Polynésie Française.

Prudence budgétaire, risque de « contagion » vers le privé, et donc d'inflation, et caractère « inégalitaire » du point d'indice, qui favorise les catégories de fonctionnaires les mieux loties... C'est ainsi que Moetai Brotherson a justifié sa position sur la revalorisation de seulement 5 francs du point d'indice de la fonction publique territoriale. Le président veut en revanche avancer sur la « prime vie chère », qui étendrait au public l'idée développée par la prime de pouvoir d'achat exonérée de 2022. Avec en plus l'idée de « moduler cette prime de manière à éviter l'effet inévitable d'une augmentation du point d'indice ».

[En savoir plus](#)

Polynésie Française - La filière bois se structure

Après le cluster maritime, c'est au tour de la filière bois de se regrouper et de créer un cluster bois. « On cherche à vraiment exploiter nos ressources locales afin d'importer un peu moins et donner un peu plus de travail à nos Polynésiens », explique Heiarii Girard, vice-président du cluster.

[En savoir plus](#)

Voir également : [Face à la hausse des prix du carburant, la filière bois se rassemble au sein d'un cluster ; Cluster Bois : unir la filière pour réduire les coûts et pérenniser l'emploi - Radio1 Tahiti](#)

Polynésie Française - Douze projets soutenus par France 2030

Polynacre, pour la revalorisation des coquilles des fermes perlières, et Tahiti Marine Aquaculture, pour la construction d'une écloserie de bénétières, sont intégrés au dispositif France 2030 Territorialisé qui soutient déjà dix autres projets au Fenua. À ce stade, ce cofinancement État-Pays en faveur du développement et de l'innovation s'élève à 211,5 millions de francs. Les candidatures sont toujours ouvertes.

[En savoir plus](#)

Polynésie : Bloqués depuis deux mois, les prix des hydrocarbures vont probablement augmenter en mai

Plus de deux mois après le début de la crise au Moyen-Orient, et alors que les cours des hydrocarbures restent au plus haut sur les marchés internationaux, le Gouvernement de la Polynésie prépare une hausse des prix à la pompe, jusqu'ici bloqués à 1,26 euros sur cette collectivité d'Outre-mer dotée d'un fonds de régulation.

[En savoir plus](#)

Saint-Pierre-et-Miquelon - Des sondes en mer pour suivre et analyser les écosystèmes.

Une entreprise québécoise, spécialisée dans le développement technologique d'engins de pêche, est en ce moment dans l'archipel. Son objectif : placer des sondes en pleine mer pour mesurer la température de l'eau, obtenir davantage d'informations sur l'environnement marin et améliorer la gestion de la ressource.

[En savoir plus](#)

RAPPORTS, ETUDES, AVIS, JURISPRUDENCES

Antilles-Guyane : des prix à la consommation stables pour mars 2026 en Guadeloupe et en Guyane, mais en augmentation sensible en Martinique, d'après l'Insee

Si la situation dans les trois territoires est à peu près la même avec une hausse de l'énergie, due à la conjoncture internationale, elle diffère dans les autres domaines, particulièrement en Martinique où l'augmentation des prix se fait quasiment sentir dans tous les secteurs économiques, selon une récente étude de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

[En savoir plus](#)

Une année 2025 en demi-teinte pour les entreprises d'Outre-mer

En 2025, les départements et régions d'Outre-mer ont créé des entreprises à un rythme trois fois supérieur à la métropole. Un record qui masque mal une réalité plus sombre : des défaillances en nette hausse, des radiations de plus en plus contraintes, et des dispositifs de prévention qui s'effacent précisément là où les tensions s'aggravent. Le bilan des greffes des tribunaux de commerce brosse le portrait d'un tissu économique ultramarin en expansion, mais structurellement fragile.

[En savoir plus](#)

VIE DES PARTENAIRES

L'économie de Mayotte portée par les travaux de réhabilitation de 2025, estime l'IEDOM

L'année 2025 a constitué une année charnière pour l'économie mahoraise, encore fortement marquée par les conséquences du cyclone Chido. L'activité économique amorce un rebond progressif, largement soutenu par les chantiers de reconstruction, mais demeure fragile, selon une synthèse annuelle de l'Institut d'émission des départements d'Outre-mer (IEDOM). Toutefois l'absence d'un cadre de soutien étatique clairement identifié pèse sur la confiance des chefs d'entreprise. Dans un contexte d'inflation modérée, autour de 1,3%, la consommation des ménages se redresse lentement, portée par les besoins liés à la gestion post-cyclone. Par ailleurs, l'année 2026 sera déterminante pour le redressement du territoire.

[En savoir plus](#)

Voir également : [Mayotte : le BTP porte la reprise post-Chido mais reste fragile](#)

Le Gouvernement de Nouvelle-Calédonie et l'Agence française de développement lancent une étude de six mois pour relancer et structurer l'économie sociale et solidaire, fortement fragilisée depuis les émeutes de 2024.

Repartir du terrain. Le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et l'Agence française de développement (AFD) ont officiellement lancé le 6 mai, une mission d'étude stratégique sur l'économie sociale et solidaire (ESS). Financé à hauteur d'environ 7,5 millions de francs par l'AFD, le travail doit durer six mois, avec des résultats attendus d'ici la fin de l'année.

[En savoir plus](#)

Sommet Africa Forward à Nairobi : les Outre-mer de l'océan Indien au cœur des dynamiques économiques entre la France et l'Afrique

Business France, La Réunion Développement et l'Agence de Développement et d'Innovation de Mayotte (ADIM) mettent en lumière l'engagement des acteurs économiques des territoires au Sommet Africa Forward à Nairobi.

[En savoir plus](#)

Mayotte : Dominique Vienne, vice-président de la CPME, aux côtés des entrepreneurs de l'île

Le vice-président chargé de la France océanique Dominique Vienne s'est rendu à Mayotte pour rencontrer Bourahima Ali Ousseni, président de la CPME Mayotte. Ce déplacement s'inscrit dans un engagement de la CPME nationale auprès des territoires ultramarins qui monte en puissance, et intervient à un moment charnière pour l'île.

[En savoir plus](#)

AFD : 127 millions d'euros engagés pour la Martinique

Après un ralentissement en 2024, l'Agence française de développement retrouve un niveau d'engagement élevé sur le territoire. Avec 127 millions d'euros de financements accordés en 2025, elle confirme son rôle

central dans l'accompagnement des projets publics et privés du territoire.

[En savoir plus](#)

VIE DES ADHERENTS

Monopole du trafic régional aérien : Air Caraïbes réagit aux critiques de ses prix

La disparition d'Air Antilles provoque une situation de monopole tarifaire pour Air Caraïbes sur le réseau régional. Le 4 mai, à l'occasion d'une conférence de presse consacrée à la liaison directe entre Paris-Orly et Juliana, désormais assurée en Airbus A350-900, Paul-Henri Dubreuil, président du groupe Dubreuil Aéro, a apporté des éléments de réponse et précisé la position du groupe sur ce sujet.

[En savoir plus](#)

Trophées Éco-Innovants de la CCI îles de Guadeloupe : l'innovation responsable

Pour sa 7ème édition, les Trophées Éco-Innovants, portés par la Chambre de commerce et d'industrie des Îles de Guadeloupe (CCI IG) ont distingué des entreprises engagées qui réinventent le territoire avec des solutions locales et durables.

[En savoir plus](#)

Nouvelle-Calédonie Tourisme et Aircalin déploient une grande campagne pour relancer le marché australien

Nouvelle-Calédonie Tourisme (NCT), en partenariat avec Aircalin et avec le soutien du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, lance une campagne de promotion destinée au marché australien afin de soutenir la reprise du tourisme international. Prévue du 6 mai au 30 juin 2026, cette opération s'inscrit dans un plan de relance visant à renforcer l'attractivité de la destination auprès des voyageurs australiens.

[En savoir plus](#)

Nouvelle-Calédonie : 5 mesures urgentes à adopter avant la fin de la mandature pour sauver l'économie calédonienne

Le 13 mai 2026, ça fera deux ans que la crise insurrectionnelle de 2024 a éclaté en Nouvelle-Calédonie, avec son sillage de destructions et de conséquences en cascade. Or, la situation économique ne va pas en s'arrangeant, alertent la CCI (Chambre de commerce et d'industrie), le Medef (Mouvement des entreprises de France), la FEINC (Fédération des entreprises et des industries), la CPME (Confédération des petites et moyennes entreprises), ainsi que la Chambre de l'agriculture et de la pêche.

[En savoir](#)

Voir également : [Entreprises : "On est dans un degré d'urgence absolue" | Les Nouvelles Calédoniennes](#)

Trophées du commerce : la CCI Martinique récompense quatre entreprises

La Chambre de commerce et d'industrie de la Martinique a sillonné la Martinique pour remettre le trophée des commerces aux entreprises lauréates.

[En savoir plus](#)

Aérien : Air Caraïbes va bientôt déployer l'Airbus A350-900 sur la ligne entre Paris-Orly et Saint-Martin

Dès l'été 2026, l'Airbus A350-900 desservira Saint-Martin au départ d'Orly. Air Caraïbes devient la première compagnie à opérer ce long-courrier sur cette piste exigeante, confirmant son ambition de leader dans un contexte économique incertain

[En savoir plus](#)

CCISM - Un coworking gratuit pour connecter les entrepreneurs du territoire

Du 4 au 6 mai, un espace de coworking était aménagé dans les locaux de la CCISM, à Concordia, afin de permettre aux professionnels indépendants de l'île de travailler dans de bonnes conditions.

[En savoir plus](#)

AMPI : Faire émerger l'industrie de demain

Depuis fin 2025, l'AMPI, association martiniquaise pour la promotion de l'industrie, a créé un statut inédit de « membre associé ». Objectif : accompagner une nouvelle génération d'entrepreneurs en voie d'industrialisation.

[En savoir plus](#)

Les présidents de l'UDE-MEDEF, de la CPME et de la CCI de Guadeloupe unis à Paris pour alerter sur les urgences du quotidien du territoire

Bruno Blandin, Président de l'UDE-MEDEF Guadeloupe et du comité outre-mer du MEDEF, Victor Venutolo, Président de la CPME Guadeloupe, et Patrick Vial-Collet, Président de la CCI des Îles de Guadeloupe et de l'ACCIOM, ont effectué cette semaine un déplacement officiel à Paris pour porter d'une seule voix, sous l'égide de Guadeloupe Économique, les inquiétudes et les priorités du monde économique guadeloupéen. Dans une interview accordée à Outremers360, les trois Présidents ont détaillé les raisons de cette mobilisation inédite : remettre les urgences du quotidien au cœur des priorités afin d'apporter des réponses concrètes aux citoyens guadeloupéens, loin des débats statutaires.

[En savoir plus](#)

La FEDOM sur les réseaux sociaux



Fédération des Entreprises d'Outre-mer (FEDOM)

9 903 abonnés
1 min.



👉 Le futur économique des Outre-mer : penser ensemble les leviers de croissance, de souveraineté et d'attractivité !

La #FEDOM était heureuse de participer jeudi dernier au petit-déjeuner organisé par l'Institut Choiseul, consacré au futur économique des Outre-mer. 😊

À cette occasion, **Hervé Mariton**, président de la FEDOM, est intervenu aux côtés d'un panel réunissant **Naïma Moutchou**, ministre des Outre-mer, **Jerome PERRIN**, **Camille Mazé-Lambrechts** ♦ **Dr. HDR, Thomas FECAMP**, **Haïria IBRAHIM** et animé par **Marie-Christine Ponamale**.


👉 Ces discussions ont permis de rappeler plusieurs priorités essentielles : garantir un cadre économique stable et lisible pour les entreprises, renforcer l'attractivité et la sécurité des territoires, soutenir l'investissement productif et affirmer pleinement la contribution stratégique des Outre-mer à la souveraineté économique française et européenne.

La FEDOM continuera de porter, avec ses adhérents, cette ambition d'un développement durable, compétitif et adapté aux réalités de chaque territoire.

Nicolas DUJARDIN Djahida Bardache Samy Chemellali Melinda JERCO
#institutchoiseul #Outremer #Entreprise #Economie #Territoire



 LinkedIn : [Fédération des Entreprises d'Outre-mer \(FEDOM\)](#)

 Twitter [@LA_FEDOM](#)

JOURNAL OFFICIEL

JORF du 05.05.2026

- [Décret n° 2026-338 du 30 avril 2026](#) relatif au renforcement des conditions d'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France des enfants nés à Mayotte de parents étrangers
- [Arrêté du 30 avril 2026](#) modifiant l'arrêté du 1er mars 2019 relatif à la justification de la régularité du séjour du parent de nationalité étrangère d'un enfant né à Mayotte

JORF du 06.05.2026

- [Arrêté du 4 mai 2026](#) portant nomination au cabinet de la ministre des Outre-mer. Mme Oxann SAHAÏ est nommée au cabinet de la ministre des Outre-mer, en tant que conseillère en charge des relations avec les parlementaires et les élus locaux

Commentaire FEDOM

La FEDOM, qui a pu apprécier la qualité de son travail en tant que collaboratrice parlementaire, félicite Oxann SAHAÏ pour sa nomination au cabinet de la ministre des Outre-mer.

La Fédération se réjouit de pouvoir poursuivre, dans le cadre de ses nouvelles fonctions, un dialogue constructif au service du développement économique et social des Outre-mer.

[En savoir plus](#)

JORF du 07.05.2026

- [Arrêté du 2 avril 2026](#) fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective départementale des sucreries et sucreries-distilleries de La Réunion (IDCC n° 0440)
- [Arrêté du 23 avril 2026](#) modifiant l'arrêté du 25 juin 2014 relatif à l'exploitation de services de transport aérien par la société Ewa Air
- [Arrêté du 24 avril 2026](#) modifiant l'arrêté du 12 juillet 2010 relatif à l'exploitation de services de transport aérien par la société Air Austral
- [Arrêté du 6 mai 2026](#) portant prolongation de M. Ludovic DE GAILLANDE au poste de directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Guadeloupe
- Décret du 5 mai 2026 portant changement d'affectation (Cour des comptes) - M. PÉHAU (Nicolas) quittant la présidence de la des chambres régionales des comptes de La Réunion et de Mayotte pour celle du Grand Est.

JORF du 08.05.2026

- [Arrêté du 2 avril 2026](#) fixant la liste des organisations professionnelles d'employeurs reconnues représentatives dans la convention collective départementale des sucreries et sucreries-distilleries de La Réunion (IDCC n° 0440)